## BESSALAH L'A ANNONCÉ HIER

# Objectif : six millions d'accès à Internet

***Selon le ministre de la Poste et des Technologies de la communication et de l'information, le passage à l'utilisation du protocole IPV6 se fera en 2011. Le protocole IPV4 est déjà jugé actuellement insuffisant . Le but de cette opération est de permettre l'accès à Internet à un plus grand nombre de personnes.***

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** M. Bessalah expliquera lors d'une conférence de presse, organisée en marge d'un séminaire sur l'IPV 6, que l'opération est jugée urgente pour ce qui est de la gestion de l'accès à Internet.

Le système actuel ne pouvant prendre en charge que 5 millions d'utilisateurs.

C'est en 2011 donc que le nouveau protocole entrera en application.

Selon le ministre, l'IPV 6 constitue un programme ambitieux pour les utilisateurs d'Internet.

La prise en charge de 6 millions d'utilisateurs est ainsi prévue pour les années à venir.

Par ailleurs il existe actuellement 580 000 utilisateurs sur le territoire national.

Le ministre évoquera aussi l'entrée en vigueur de nouveaux services. 400 plus exactement sont au programme au niveau de l'administration.

Il s'agira aussi d'élargir l'utilisation de l'internet par les entreprises pour plus de performance. En somme le développement des services à distance à travers l'internet, d'où l'importance du nouveau protocole.

Notons par ailleurs que pour le développement de l'IPV6, 180 millions d'euros ont été nécessaires pour le volet étude. M. Bessalah annoncera aussi l'installation d'un laboratoire expérimental.

Le système IPV 6 a vu le jour en raison de la sollicitation de plus en plus importante de Internet avec la croissance du nombre de ses membres. Ces derniers ont atteint ainsi la limite admise actuellement avec le protocole IPV 4.

Les prévisions des spécialistes indiquent qu'à partir de 2011 il n'y aura plus d'adresses d'IPV 4 disponibles au niveau mondial. D'où la nécessité du passage à l'IPV 6.

Des experts ont expliqué hier le déploiement de ce dernier au cours des prochaines années. L'expérience mondiale a aussi été présentée.

Le programme IPV Algérie sera conduit par un groupe d'experts multisectoriels (Task force IPV 6). Le déploiement du protocole concernera dans un premier temps les ministères et les institutions, avec en priorité l'Education et la Défense.

**F.-Z. B.**

## ACCÈS À INTERNET

# Un protocole d'accord signé entre Algérie Télécom et des providers

Lors d'une conférence de presse organisée hier, en marge du séminaire sur l'IPV 6, le ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication a encore une fois expliqué que le conflit qui oppose l'Eepad à Algérie Telecom est d'ordre purement commercial.

«Nous faisons des propositions, et des discussions sont entamées actuellement en vue de trouver une solution à ce problème. Nous souhaitons cependant que l'Eepad active encore sur le terrain et ce, surtout pour la fourniture de services à valeur ajoutée», a déclaré M. Bessalah.

Pour ce qui est des clients du provider, actuellement pris en otage, le ministre dira qu'ils peuvent soit patienter jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, soit aller vers un autre opérateur. Le premier responsable du secteur annoncera par ailleurs qu'un accord entre Algérie Telecom et des providers a été signé hier.

«Nous souhaitons que les fournisseurs d'Internet soient réhabilités», a souligné à ce propos le ministre. L'accord signé hier permettra de fournir des services à valeur ajoutée, expliquera M. Bessalah.

Il précisera que les providers bénéficieront dans le cadre de cet accord de tarifs réduits de 20 à 30 % par le biais du partenariat avec Algérie Telecom.

**F.-Z. B.**

## TRANSPLANTATION RÉNALE

# Les spécialistes déplorent le retard enregistré

***«L'Algérie souffre d'un énorme retard en matière de transplantation d'organes. Vingt ans après, nous sommes encore au même stade en matière de dialyse et de greffe rénale», a affirmé le professeur Abdelhamid Aberkane, ancien ministre de la Santé, hier, à l'Assemblée populaire nationale (APN).***

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** S'exprimant au cours d'une rencontre portant sur le traitement de l'insuffisance rénale, organisée par la commission de la santé et des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'APN, en collaboration avec la Fédération nationale des insuffisants rénaux, l'ex-ministre a indiqué que la dernière greffe rénale dans notre pays remonte à 1985. Faute de donneurs, il a appelé à mettre en place un fichier national de compatibilité.

Et de poursuivre qu'en 2002, l'Algérie a enregistré sa première greffe rénale à partir de donneurs cadavériques. Depuis, aucune opération similaire n'a eu lieu. «Pourquoi nous n'avançons pas dans cette spécialité d'autant que les cadres juridique et religieux ne posent aucun obstacle ?» s'interroge-t-il, avant d'accuser le manque de coordination et de concertation entre les différents acteurs. Le professeur Aberkane a également dénoncé la mauvaise prise en charge des enfants hémodialysés qu'il a qualifiée de dramatique. «C'est une honte, dit-il, seuls trois à quatre centres de soins pour enfants existent en Algérie.» Pour sa part, Mustapha Bouheloua, président de la Fédération nationale des insuffisants rénaux, a avancé le montant de 10 000 DA par jour pour la prise en charge d'un seul patient hémodialysé.

Il dira que l'Etat a certes mis le paquet, mais cela reste insuffisant étant donné le manque de coordination entre les différentes spécialités.

«Il est temps de réfléchir à une nouvelle politique en matière de prise en charge», a-t-il suggéré. Présentant une communication ayant pour thème «Préparation pré-greffe, transplantation rénale et suivi post-greffe», le professeur Si Ahmed El-Mahdi, chef du service de chirurgie interne et de greffe au CHU Frantz-Fanon de Blida, a indiqué qu'à ce jour, 800 greffes ont été réalisées : 500 en Algérie et le reste ont été effectuées à l'étranger dans le cadre de conventions. En 2007, 116 greffes ont été réalisées.

Afin de régler le problème des donneurs d'organes, ce spécialiste demande à élargir la liste des donneurs aux grands-parents, aux cousins, aux conjoints et même à la belle-famille.

«Il faut impliquer les liens de sang et les liens émotionnels», dit-il.

Toutefois, il regrette que l'Algérie continue de faire des transplantations rénales à partir de donneurs vivants alors que la solution de donneurs cadavériques est possible.

**R. N.**

## IL SE TIENDRA DU 3 AU 6 DÉCEMBRE PROCHAIN

# Le Salon international de l'équipement hospitalier et médical bientôt à Alger

***Du 3 au 6 décembre prochain, le Palais des expositions des Pins-Maritimes à Alger réservera son espace aux professionnels de la santé. Ainsi, pour s'enquérir des dernières innovations technologiques et d'acquérir des équipements, instruments et autres mobiliers médicaux, un seul endroit : le Salon international de l'équipement hospitalier et médical (Siehm 2009).***

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Organisé par Comevent, cet espace de rencontre dédié aux professionnels de la santé, permettra selon ses organisateurs qui ont animé une conférence de presse hier au centre de presse d'*El Moudjahid*, la promotion de l'offre en produits et en équipements médicaux, la présentation des nouvelles technologies médicales en matière d'équipements, de fournitures et de services innovants, la constitution d'une plate-forme d'échanges, de coopération et de contacts entre les professionnels de la santé et la dynamisation des partenariats entre les professionnels de la santé algériens et étrangers.

Sur une surface d'exposition d'environ 5 000 m² et un nombre d'exposants de plus de 150 opérateurs et 350 opérateurs économiques invités, le salon regroupera plusieurs secteurs d'activité comme les équipements de diagnostic et d'imagerie médicale, les équipements et instrumentations de chirurgie, les équipements et produits d'orthopédie, rééducation et remise en forme, les équipements, instrumentations et produits de laboratoire, le mobilier hospitalier et médical, les équipements et produits d'ophtalmologie, les produits dentaires, les produits parapharmaceutiques et dermo-cosmétiques et les équipements d'urgence et unités de soins mobiles.

Selon le directeur du salon, M. Islam Neghouche, le Siehm vient accompagner les programmes de remise à niveau et de modernisation des structures sanitaires que l'Algérie a engagés dans le cadre du schéma directeur de la santé pour la période 2009-2025. Mais encore faudra-t-il des compétences qualifiées pour pouvoir manipuler ces équipements. Des outils qui, faute de formation, tombent souvent en panne.

**S. A.**

# Le crédoc risque d'avoir des répercussions sur les malades

Les nouvelles mesures instaurées par la LFC 2009 continuent toujours de faire parler d'elles, notamment le crédit documentaire. Démarche obligatoire durant toutes les importations, cette procédure «lente»a été dénoncée hier par les importateurs des équipements hospitaliers et médicaux.

Selon les opérateurs présents hier en marge de la conférence de presse sur le Siehm 2009, le volume des importations risque d'être réduit dans les prochains jours.

Ces derniers, ont en effet du mal à récupérer leurs équipements. Notamment concernant les pièces de rechange et de maintenance. «Le matériel tombe souvent en panne et nous devons le réparer dans un certain délai. Or, avec l'obligation de recourir au Crédoc, cela nous prendra plus de deux mois pour pouvoir récupérer notre demande, ce que nous pouvions faire auparavant en 48 heures», a expliqué un importateur. En absence de stock de sécurité, notre interlocuteur dira que toutes ces démarches ont des répercussions négatives sur les malades.

**S. A.**

## NOUVELLES MESURES D'IMPORTATION

# Le Siehm 2009 est-il menacé ?

Suite aux mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la loi de finances complémentaire de 2009 pour freiner les importations, la menace planerait-elle sur le bon déroulement du salon international de l'équipement hospitalier et médical ? A priori oui. Selon les organisateurs du salon, beaucoup d'exposants risquent d'être absents à cause des lenteurs liées à cette décision.

De leur côté les importateurs craignent de voir leur stand vide ce jour-là puisque les équipements risquent de ne pas arriver à temps.

**S. A.**